

L'Adresse—M. Broadbent

Dans des pourparlers actuellement en cours à l'OTAN, par exemple, Margaret Thatcher déclare désirer la modernisation des armes nucléaires. Quant à lui, le chancelier Kohl d'Allemagne de l'Ouest est indécis, mais le premier ministre de la Norvège et le chef du gouvernement de l'Espagne s'y opposent et déclarent ouvertement que cette modernisation ne devrait pas avoir lieu. Au lieu de se croiser les bras et de surveiller le débat entre Margaret Thatcher et M^{me} Brundtland, le premier ministre du Canada devrait exposer clairement la position de son pays, et nous devrions affirmer que nous nous opposons à la modernisation des armes nucléaires.

Nous pouvons prendre d'autres décisions pour compléter les initiatives unilatérales de l'Union soviétique dont j'ai déjà parlé. Nous pouvons nous débarrasser de la décision de faire construire des sous-marins nucléaires, qui est de la folie sur le plan économique et irresponsable car elle risque de perturber la paix mondiale. Nous devrions y renoncer immédiatement. Nous devrions par ailleurs mettre un terme aux essais de missiles de croisière lancés en vol.

Je le répète, j'en ai parlé avec M. Gorbatchev lorsqu'il était au pays, et il m'a parlé assez franchement. Si nous voulons nous montrer raisonnables à cet égard, il faudrait dire que nous ferons cesser les essais au Canada. Nous pourrions demander aux Soviétiques, qui sont nos voisins du Nord, de signer un traité par lequel ils s'engageront et nous nous engagerons à ne pas faire d'essais et établissons ensemble un système de vérification, parce que la question des missiles de croisière est compliquée. Essayons et nous pourrions peut-être ensuite faire un essai global à partir de cela. Nous sommes leurs voisins du Nord. Nous avons accès. Nous avons un rôle à jouer et ce serait une mesure constructive. Ce serait utile. Je dis à nouveau au premier ministre: «Allez, agissez!»

J'affirme également que plutôt que de rejeter cyniquement la proposition de M. Gorbatchev au sujet de l'Arctique, nous devrions la prendre au sérieux. Nous devrions vérifier à quel point il est sérieux en lui parlant de la presque île de Kola pour voir à quel point il est disposé à apporter des changements dans cette partie du monde.

Dans le contexte, je soutiens que contrairement aux accusations souvent portées par les conservateurs, un leader canadien prenant de telles mesures n'est pas anti-américain. La bassesse des arguments avancés a presque de quoi faire rougir. Quoi qu'il en soit, prenons comme exemple M. Pearson, premier ministre canadien qui n'était de toute évidence pas de mon parti. Il s'était attiré les foudres de Lyndon Johnson au sujet du Viêt-nam. Les initiatives de Pierre Trudeau en faveur du désarmement ennuyaient Ronald Reagan. M. Diefenbaker, je m'en souviens, s'était aussi un jour opposé aux Américains dans l'affaire des missiles Bomarc.

Notre premier ministre doit comprendre que ces Canadiens n'ont pas agi ainsi par anti-américanisme ou pour ennuyer nos voisins. Ils voulaient que le Canada contribue concrètement à la cause de la paix, et ils se sont comportés comme des citoyens d'un pays indépendant en partant du principe que les États-Unis sont un autre pays et que les Canadiens ont le droit eux aussi d'arrêter une politique nationale distinctive.

Un dernier mot dans cette foulée pour dire au premier ministre de ne pas hésiter à se rendre à Moscou. Qu'il ne se berce pas d'illusions, mais qu'il comprenne que l'Union soviétique a changé. Qu'il aille en Union soviétique parler de la liberté, du désarmement et de la paix dans le monde. Il pourra compter alors sur l'appui de tous les néo-démocrates, de tous les libéraux et de tous les Canadiens.

En guise de conclusion, je rappelle que les gouvernements, selon moi, doivent pratiquer une politique intérieure et étrangère qui favorise la confiance et la sécurité des Canadiens. Le temps est venu maintenant de se servir des instruments publics pour combler les besoins dans le domaine de l'emploi, des garderies, de la sécurité des transports, de l'environnement et de la justice entre les différentes régions. Le temps est venu également d'intervenir pour abaisser le loyer de l'argent, mettre sur pied de solides programmes de développement régional et engager une réforme de l'impôt des sociétés. Il faut en profiter du même coup pour promouvoir la justice et l'égalité au Canada et la paix et le désarmement dans le monde. Il ne faut pas donner dans la complaisance en laissant derrière nous un Canada inchangé, mais faire en sorte que notre contribution permette à notre pays de se réaliser pleinement un jour.

Cela dit, je veux proposer, appuyé par le député de Kamloops (M. Riis):

Qu'on modifie l'amendement en y ajoutant ce qui suit: «et regrette plus précisément que le gouvernement ait failli à la tâche: 1. de protéger l'environnement par la criminalisation des délits contre l'environnement et de procéder à un examen approfondi des répercussions des initiatives gouvernementales sur l'environnement, 2. d'instituer un programme national de garderies assorti de normes nationales, 3. d'adopter une politique étrangère cohérente et bien articulée pour le Canada, au moment où l'on a besoin de leadership, 4. d'attacher plus d'importance aux besoins des citoyens ordinaires qu'à ceux des sociétés qui sont ses amies, 5. de veiller à ce qu'au Canada les sociétés et particuliers bien nantis supportent leur juste part du fardeau fiscal, 6. de fournir une aide aux travailleurs désorganisés par l'accord de libre-échange ou la restructuration des sociétés, 7. de répondre aux besoins des diverses régions du Canada, ou de s'engager à adopter une politique de plein emploi pour tout le Canada, 8. d'atténuer le tort causé aux familles canadienne et aux régions du Canada par la politique des taux d'intérêt élevés.»